



INFORMATIQUE NOW ?

FAUT-IL poursuivre la politique d'informatisation de la société amorcée par l'ancien régime ?

Jean-Jacques Servan-Schreiber a déjà répondu clairement : la France doit devenir une « ruche informatique » et l'informatisation la « nouvelle frontière » des années 80-90 ! Pour sa part, le Gouvernement a pris de prudentes décisions : geler l'installation de micros ordinateurs dans l'enseignement et subordonner le développement de la télématique grand public (annuaire électronique et télérel) au résultat d'un débat national.

Il reste qu'on ne pourra différer longtemps des choix d'informatisation qui détermineront la politique industrielle, le volume et le type d'emplois, le tissu social et culturel de notre pays. Or, il semble qu'aujourd'hui, après quelques flottements, le choix productiviste du « tout informatique », décidé technocratiquement, suscite interrogations et critiques. Un grand débat doit donc s'engager.

Le Gouvernement et la nouvelle majorité sont placés face à des échéances importantes. Certaines imposent des décisions immédiates, d'autres nécessitent un débat national, d'autres enfin concernent au premier chef les organisations syndicales et les travailleurs.

Informatique et libertés

Dans l'héritage de l'ancien régime, la nouvelle majorité trouve une loi « informatique et libertés » qui n'a pas permis de prévenir de graves atteintes aux libertés fondamentales. Elle doit donc être refondue. Mais, d'ores et déjà, ceux et celles qui ont commencé un combat difficile contre les projets les plus dangereux attendent des décisions :

1. L'abandon de systèmes de fichage et de contrôle des populations.

En premier lieu, il est nécessaire

d'abandonner la carte d'identité informatisée (1) contre laquelle François Mitterrand avait pris clairement position. D'autre part, il importe de renoncer au système GAMIN (2) (fichage des enfants sur critères médicaux et sociaux), au fichage des immigrés, des militants politiques et syndicaux par la Sécurité Militaire comme par l'ensemble des fichiers de police, à l'interconnexion des fichiers de la

INFORMATIQUE	
L'ÉCHO	
LES LOGES EN JODAS	2
JODY EN JODAS	3
UELZY	4
VERSATILES	5
VERMILAY	6

Appuyez le nombre de votre choix
ou le "retour"

police, de l'armée et de la justice. Enfin la France devrait ratifier rapidement le projet de convention internationale interdisant l'utilisation de critères raciaux, politiques, religieux et sexuels dans tout fichier (3).

2. L'interdiction de systèmes informatiques de contrôle et de surveillance des travailleurs (4) installés par le patronat (type IBM 37.50). Des dérogations ne pourraient être accordées (ex : secret militaire) que par la CNIL, après consultation des instances représentatives des travailleurs.

3. L'instauration d'un droit d'accès effectif à tous les fichiers comportant des données individuelles : large publicité, gratuité, fortes sanctions pour les contrevenants.

4. La démocratisation de la CNIL (5). La CNIL doit disposer d'une réelle indépendance, d'une représentativité grâce à la nomination de syndicalistes et de responsables d'associations de consommateurs, et de moyens de con-

trôle et d'investigation. D'autre part, il serait nécessaire que les délibérations de la CNIL soient publiques, contradictoires, que toute association puisse y intervenir et avoir accès aux dossiers.

5. L'abandon du « profil médical », qui a pour objectif d'imposer une limitation des prescriptions et peut ouvrir la voie à un profil de l'assuré social.

Des décisions sur ces questions sont attendues, d'autant que le Parti socialiste a pris des positions claires sur certaines d'entre elles. La plupart peuvent être prises rapidement par voie réglementaire.

Un grand débat sur l'informatique

L'informatique, et tout ce qui s'y rattache (bureautique, télématique...) a pour caractéristique d'être une technologie d'une grande plasticité. Ses



Téletel ou l'information en miettes

Téletel vient d'être inauguré à Vélizy. Depuis le 15 juin les Télécoms installent des terminaux dans 550 foyers qui constituent une partie de « l'échantillon » des 2500 cobayes volontaires.

Il s'agit d'un terminal comportant un clavier alphanumérique et un écran qui peut être celui du téléviseur. Ce terminal est relié par le téléphone à un centre informatique chargé de dispenser les services demandés, de superviser le bon déroulement de la consultation et de la taxer éventuellement.

L'abonné à téletel compose un numéro de téléphone. La communication est établie quand une tonalité l'indique et qu'apparaît sur l'écran : « Téletel Bonjour ». L'abonné compose alors l'indicatif du service qui l'intéresse.

Plus de 100 prestataires de services participent à l'expérience : 18 sociétés de transports (dont Air France et la SNCF), 14 banques, 13 compagnies d'assurances, 32 firmes de distribution (dont « la Redoute », les « 3 Suisses », la FNAC, le « Printemps »...), quelques services publics et collectivités locales, le *Parisien Libéré*, la CGT et la CFDT...

Il en coûte 50 centimes les 5 minutes et une taxe. D'autre part, si certaines informations sont gratuites (il faut quand même payer les 50 centimes), d'autres seront consultées moyennant un prix affiché sur l'écran et qui doit être approuvé par l'utilisateur.

Selon *l'Hebdo* (6 juillet), l'un des premiers utilisateurs des résultats du *Tour de France* proposés par le *Parisien Libéré*, ou des informations régionales offertes par la ville de Buc, n'est pas

enthousiasmé. L'image est mauvaise, l'utilisation simultanée du téléphone et du vidéotex est impossible. Ajoutons que c'est assez fastidieux... A quoi sert donc Téletel ?

1) Il s'agit de vendre de nouveaux services, y compris de la publicité que l'on paiera 2 fois : comme « service » et incorporée dans le produit. Cela permet aux P et T de vendre de la communication téléphonique supplémentaire. A terme c'est l'accès payant aux banques de données accessibles au public... La télématique domestique est un pas de plus dans la « marchandisation » généralisée, à travers une relation au réel médiée par la machine et à travers la sélection des informations par les prestataires de services qui peuvent se payer les « pages » de vidéotex.

2) Qu'en sera-t-il de services comme les renseignements téléphoniques de la SNCF quand cela-ci les fera passer par téletel ? Pas d'abonnement à Téletel, plus de renseignements ?

3) En tant que nouveau média, Téletel risque de bouleverser notre rapport à l'information, notamment en remettant en cause la presse. Quand je lis un journal, j'ai accès à une quantité d'informations d'origines différentes. Je feuillette et je peux m'intéresser à une information ou à un domaine de la connaissance qui m'est inconnu. Si je me contente de Téletel, je devrais connaître l'existence des informations avant de les demander. Téletel généralisé, c'est peut être l'information en miettes, la connaissance éclairée et plus que jamais réservée à ceux qui savent déjà. Ajoutons ce que cela coûte, et qui est supérieur au coût du journal.

L'expérimentation de Téletel dans une banque résidentielle est significative du créneau sociologique choisi.

J.T.

utilisations sont multiples et peuvent se mettre au service de finalités différentes. Il n'en reste pas moins que, là comme ailleurs, la technologie n'est pas neutre.

Son usage a des enjeux de pouvoir considérable. Certains de ses effets culturels et sociaux sont mal maîtrisés : normalisation, médiatisation, contrôle... Par exemple, que seront l'univers et la psychologie de gens qui travailleront, communiqueront, consommeront, se distrairont et s'éduqueront, de la naissance à la mort, par le moyen d'un écran ? C'est pourtant vers cela que tendrait la société du « tout informatique » contenue dans les choix productivistes des technocrates et des multinationales. Il serait peut être temps d'inverser la démarche : de partir d'alternatives politiques, sociales, économiques et culturelles, pour leur adapter les potentialités technologiques. En effet, les potentialités immenses de l'électronique et de l'informatique nous imposent d'en restreindre les applications à ce qui est compatible avec une société de communication, d'autonomie, de responsabilité et de liberté. N'est-ce pas ce qui a motivé la prise de conscience de la nécessité d'apporter des limites à l'informatisation dans le domaine des fichiers ?

Bref, un grand débat est indispensable pour répondre à la question : quelle informatique pour quelle société ? Un débat non biaisé. Il faut se rappeler que Messieurs Nora et Minc n'avaient pas jugé opportun de consulter les Syndicats !

Cependant, l'importance de ce débat n'implique pas une sorte de moratoire, qui ne pourrait que profiter à la concurrence japonaise ou américaine. Aussi, faudrait-il partir dans l'immédiat des 3 problèmes qui suscitent beaucoup de critiques et nécessitent des décisions à relativement court terme :

La CFDT et le contrôle de l'informatisation

- Les travailleurs et leurs représentants doivent obtenir un minimum de formation sur la technique informatique et ses conséquences sociales.
- Il est nécessaire de mettre à la disposition des travailleurs et de leurs délégués un temps d'analyse des dossiers.
- L'entreprise doit accepter de faire réaliser des études rétrospectives sur l'informatique déjà mise en place.
- Le comité d'entreprise doit être régulièrement consulté sur les conséquences de la mise en place des systèmes informatiques, futurs et anciens. Au moins une fois par an, un comité d'entreprise spécial sera consacré aux investissements informatiques.
- Pour chaque mise en place de système informatique nouveau, la comité d'entreprise et les travailleurs doivent être consultés dès la conception.
- Les travailleurs ne doivent pas être

consultés seulement sur les aspects matériels (couleurs, ambiance) mais sur le système d'organisation et de pouvoirs.

- Pour chaque investissement informatique, la direction doit fournir au comité d'entreprise un bilan prévisionnel faisant apparaître les conséquences du système en ce qui concerne les aspects économiques et financiers, le niveau et la qualité de l'emploi, la modification du système de décision.
- Pour chaque nouveau système informatique, la direction devra d'abord mettre en place des expériences-pilotes d'expérimentation à petite échelle.
- Le comité d'entreprise doit pouvoir se faire aider par des techniciens extérieurs en informatique de la même façon qu'il faut aujourd'hui appel à des experts comptables.

Ces propositions, mises au point par l'Union Confédérale des Cadres CFDT, ont été présentées par Edmond Maire au colloque Informatique et Société qui s'est tenu à Paris du 24 au 28 septembre 1979.



Les conditions plus difficiles de la concurrence internationale et la crise de valorisation du capital fournissent des justifications commodes à une informatisation sauvage et à une course à la productivité à tout prix. Pourtant, une analyse du « modèle japonais » montre que la compétitivité y est avant tout le produit de formes de gestion de la force de travail permises par les rapports sociaux et la situation politique.

Il n'y a pas de fatalité technologique imposant aux travailleurs des matériels et une organisation du travail. Il y a, pour chaque situation, des alternatives, des manières différentes d'utiliser la technologie et d'organiser la production.

L'élaboration de ces alternatives passe par la mise en œuvre de pouvoirs de contrôle par les travailleurs, sur l'opportunité d'informatiser ou non

et sur les modalités de l'informatisation.

Ce contrôle passe par la mise en place des conseils d'ateliers ou de services demandée par les syndicats, par l'information des travailleurs des premières études et le droit de veto des instances représentatives des travailleurs.

Il reste qu'il faudra trouver progressivement les moyens de combattre la division taylorienne entre ceux qui connaissent, et donc conçoivent, et ceux qui appliquent. La bonne informatisation sera celle qui sera non seulement décidée et contrôlée par les travailleurs, mais aussi maîtrisée par eux. Cela implique de transformer la technologie : refonte des logiciels, de la configuration des systèmes, langages accessibles.

En effet, les forces productives, telles qu'elles ont été modelées par des rapports sociaux fondés sur l'exploitation, doivent être progressivement transformées pour être mises au service d'autres finalités. Une de ces finalités est la réduction massive de la durée du travail. Celle-ci est non seulement la condition d'une suppression du chômage, mais aussi et surtout de l'exercice d'une plus grande autonomie et de libertés démocratiques encore trop formelles pour les travailleurs.

L'informatisation impliquant nécessairement des suppressions de postes de travail, cela se traduira-t-il par plus de chômage (ou la création d'ateliers nationaux new look), ou par moins de travail pour tous ? Les années 80 seront-elles celles de la semaine de 30 heures ? La nouvelle majorité est placée face à ce choix décisif.

L'informatisation est au cœur des stratégies de sortie de la crise. En effet ses multiples utilisations concernent aussi bien la fabrication de biens de production que de biens de consommation, le dégagement de gains de productivité que l'ouverture de nouveaux marchés (10). Il importe que ses potentialités soient mises au service des usagers et des travailleurs. C'est avant tout à eux de décider, de contrôler et de maîtriser démocratiquement les innovations techniques, et de subordonner celles-ci à leurs exigences politiques, sociales et culturelles.

Jean Tercé

Note : ce texte exprime l'essentiel des positions et interrogations exprimées lors de l'Assemblée Générale du CIII, du 13 juin 1981.

(1) cf. Terminal n° 2/3, n° 4, n° 5

(2) cf. Terminal n° 2/3, n° 6

(3) cf. Terminal n° 4

(4) cf. Terminal n° 4 : dossier informatique et sécurité

(5) cf. Terminal n° 2/3

(6) cf. écart n° 1

(7) cf. écart n° 2

(8) Terminal publiera un dossier dans le numéro d'octobre

(9) cf. écart n° 3

(10) néanmoins comme le remarquait P. Drouin dans *Le Monde*, les produits des techniques les plus avancées ne semblent pas porteurs d'un fort taux de croissance et d'emplois. A la différence de l'automobile, de l'électroménager ou du nylon.

Un contrôle des travailleurs sur les nouvelles technologies

Dans la majorité des cas, l'informatisation s'est traduite en effets négatifs pour les travailleurs : chômage, taylorisation accrue du travail et dégradation des conditions de travail.

Annuaire électronique : l'informatisation massive, gratuite et obligatoire

L'annuaire téléphonique était le support essentiel du plan télématique Giscardien décidé par un conseil des ministres en 78.

De quoi s'agit-il ?

L'annuaire électronique se présente comme un terminal comportant un écran de 20 cm de côté et un clavier alphanumérique. Ce terminal est couplé au poste téléphonique. Il se substitue à l'annuaire papier et permet d'avoir accès aux numéros de téléphone mis à jour de tous les abonnés. Il suffit de composer le 12 et de taper la demande de renseignements (recherche par noms et par professions) pour obtenir la réponse sur l'écran. Pour la Direction Générale des Télécommunications cet annuaire a trois avantages : économiser du papier (30 000 tonnes en 79 et 100 000 en 85), fournir des renseignements à jour, et remplacer le service des renseignements téléphoniques.

Il est prévu, après une expérimentation chez les 300 000 abonnés de l'Ille et Vilaine en 82, de le généraliser d'ici 92 aux 34 millions d'abonnés escomptés pour cette date. L'installation serait gratuite et, en principe, amortie rapidement pour un coût de 400 à 500 francs l'unité.

Quand la DGT trompe l'opinion

En réalité les choses ne se présentent pas de cette manière. C'est ce que montre un rapport rédigé par deux ingénieurs généraux des télécommunications (rapports Dondoux-Ducastel). Remis à l'automne 80, ce rapport n'a toujours pas été publié.

1) La DGT a volontairement noirci le tableau pour ce qui est de l'annuaire papier. Celui-ci coûte 480 millions qui ne sont couverts que par 355 millions de recettes publicitaires. Or, l'annuaire américain rapporte 300 millions de dollars de bénéfices pour un coût de 1,5 milliard de dollars. Il serait donc possible de réduire les coûts et de rentabiliser l'annuaire papier par la publicité.

2) Le problème de la consommation de papier se poserait dans d'autres termes si l'on se décidait à recycler les vieux annuaires.

3) Les coûts de l'annuaire électronique ont été minorés. Ils représenteraient un investissement d'environ 18 milliards de francs 79 ; il faudrait ajouter au moins 7 milliards pour remplacer en 90 les terminaux installés en 82, ainsi que le coût des centres automatiques de données.

Or, ce ne sont pas les renseignements téléphoniques qui permettront de rentabiliser l'opération ; d'autant que l'on sait qu'un abonné consulte son annuaire une fois par semaine en moyenne.

L'informatisation obligatoire

A travers l'annuaire électronique, la DGT vise l'installation obligatoire d'un nouveau média.

1) Un média qui fournira les mêmes services que Téléfel (cf. encart).

2) Un média qui captera la publicité. En effet, à la différence de l'annuaire papier l'annuaire électronique peut mettre à jour quotidiennement la publicité. Lors de l'expérience réalisée l'été 80 à Saint-Malo l'utilisateur pouvait faire apparaître la publicité.

L'utilisateur n'a pas grand chose à gagner dans l'opération. Il devra payer des renseignements fournis antérieurement par l'annuaire papier. Ajoutons que ce dernier représente un service qui peut remplir plusieurs usages : par exemple obtenir le nom des médecins, faire une liste d'adresses... sans que cela se traduise par des communications téléphoniques. Faudra-t-il payer un terminal endommagé au cours d'une partie de Colin Maillard ? Alors qu'un annuaire papier abîmé se remplace facilement. Mais ce qui est grave surtout, c'est qu'on a décidé d'imposer aux français, de manière totalement technocratique, un média dont on ne sait pas quels seront les effets, et sans aucune demande des utilisateurs.

Ce projet a une logique typiquement productiviste. « On » a décidé qu'il fallait fabriquer de nouveaux produits et

concevoir de nouveaux services pour faire tourner la machine économique. Par conséquent « on » a décidé d'imposer la consommation à toute la population. Et peu importe la valeur d'usage pourvu que les profits escomptés permettent de poursuivre l'accumulation du capital dans sa folle logique de croissance.

Une logique productiviste

1) De nouveaux produits :

C'est d'abord la production de masse de 34 millions de terminaux. Cela donnera de nouveaux débouchés à une industrie de la téléphonie menacée par le chômage (70 000 emplois risquent d'être supprimés) et aux usines de circuits créés dans le cadre du plan composants. La production de masse, grâce au marché captif des P et T, devrait abaisser les coûts suffisamment pour être compétitif à l'exportation. Matra et Thomson ont obtenu des marchés aux USA tandis qu'une filiale de télécoms expérimente l'annuaire. Pour l'Ille et Vilaine, c'est la CGE qui a enlevé la commande de 300 000 annuaires (mais les composants, 30 % du prix d'un terminal, qui devaient être produits par l'usine Matra de Nantes proviendraient surtout des firmes américaines Intel et Harris).

2) De nouveaux services et... de nouveaux produits.

Ce sont ensuite de nouveaux services qui seront vendus ainsi que d'avantage de communications téléphoniques. Mais, de là, on pourra passer à de nouveaux produits qui fourniront de nouveaux services : télécopieur et courrier électronique, télé écriture, lecteurs de cartes magnétiques ou à mémoire...

Au bout de cette informatisation forcée, qu'y a-t-il ? Nul ne le sait.

On a l'impression de voir se construire un puzzle dont personne ne connaît le dessin final.

Il faut produire pour vendre et payer des gens qui dépenseront pour consommer... mais consommer quoi au juste ?

J.T.